

PRIX NOBEL DE LA PAIX

Un Nobel de la paix pour une Union en crise

Les soubresauts de la zone euro ne remettent pas en cause soixante ans de construction et d'élargissement européens

Analyse

Lorsque la chancelière allemande, Angela Merkel, s'est rendue à Athènes, mardi 9 octobre, elle a été accueillie avec les honneurs militaires... et des croix gammées. La presse allemande s'en est émue, mais si peu. Les Européens n'en sont plus là. Ils veulent vivre ensemble, comme en témoigne la réaffirmation de maintenir la Grèce dans l'euro. Alors que la crise de la monnaie unique a sans doute passé son pic, le prix Nobel de la paix décerné vendredi à l'Union européenne salue une aventure engagée sur les décombres de la deuxième guerre mondiale.

L'Europe se bâtit avec la déclaration du 9 mai 1950, prononcée par le ministre français des affaires étrangères Robert Schuman et rédigée par le père de l'Europe Jean Monnet. Tout y est. « L'Europe n'a pas été faite, et nous avons eu la guerre », déclare alors M. Schuman. Pour empêcher la résurgence d'un conflit franco-allemand, la France propose la mise en commun du charbon et de l'acier. Le mariage des marchands de canon d'hier devait rendre « toute guerre entre la France et l'Allemagne non seulement impensable mais matériellement impossible ».

La deuxième étape se joue lors de la réconciliation franco-allemande, scellée par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer en 1963. Chaque partenaire est considéré comme l'égal de l'autre. Ainsi sont mis en place les ingrédients de l'intégration européenne: un outil - le système original de l'Union européenne (UE) est inventé dès 1950 par Jean Monnet - et une volonté politique incarnée par le rapprochement franco-allemand.

L'Europe est possible parce qu'ont été tirées les conséquences des erreurs de la première guerre mondiale: les Français renoncent à faire payer l'Allemagne, rompant avec le revanchisme de Georges Clemenceau; les Pères de l'Europe imposent des institutions supranationales, pour éviter que chacun ne retourne à ses affaires comme le firent les Britanniques et les Français après 1918. « Rien n'est possible sans les hommes, rien n'est durable sans les institutions », écrit Jean Monnet dans ses Mémoires.

Enfin, rompant avec leur isolationnisme de l'entre-deux-guerres, les Américains restent sur le Vieux Continent et l'aident à se reconstruire avec le plan Marshall. Mais il convient de ne pas confondre la cause et la conséquence. « Ce n'est pas l'Europe qui a fait la paix, mais la paix qui a fait l'Europe », résumait récemment Jean-Louis Bourlanges. A rebours de la mythologie française, l'ancien eurodéputé UDF estime que l'Europe



Un drapeau de l'UE de 150 mètres carrés avait été déployé pour fêter l'élargissement européen de 15 à 25 membres, le 30 avril 2004, à Bruxelles. FRANCOIS LENOIR/REUTERS

pe n'a pu se développer que parce que la paix était garantie par la pax americana et l'Alliance atlantique signée en 1949.

Il n'empêche, l'Europe protégée sait construire sa paix intérieure. Après s'être « suicidée » à deux reprises dans la première moitié du vingtième siècle, elle devient synonyme de prospérité. Elle se transforme en une formidable machine à attirer les pays libérés de la dictature, en accueillant la Grèce, en 1981, puis l'Espagne et le Portugal, en 1986.

« Ce n'est pas l'Europe qui a fait la paix, mais la paix qui a fait l'Europe »
Jean-Louis Bourlanges
ancien eurodéputé UDF

L'élargissement consécutif à la chute du mur de Berlin révèle que la paix reste portée par deux institutions, l'OTAN et l'UE. Les pays libérés du joug soviétique rejoignent l'Alliance atlantique, avant de devenir membres de l'UE en 2004. Enfin, la perspective de l'élargissement, aujourd'hui compromise, n'est pas étrangère à la modernisation turque du début des années 2000, comme le note le comité Nobel.

L'Union européenne, en revanche, fut incapable de garantir la paix extérieure. Elle a refusé de devenir une puissance autonome, lorsque le Parlement français rejeta en 1954 sous Pierre Mendès France la Communauté européenne de défense (CED). Elle a assisté, impuissante, à la guerre en Yougoslavie, au siège de Sarajevo et au massacre de Srebrenica en juillet 1995. C'est sous la bannière de l'OTAN qu'elle intervient au Kosovo en 1999.

A l'époque, notamment sous l'égide du ministre Vert des affaires étrangères allemand Joschka Fischer, elle désire exporter ses valeurs de paix, fondées sur les leçons tirées de la Shoah. Cette stratégie n'a pas eu le succès escompté. L'Europe est encore vue dans le reste du monde comme postcoloniale, en dépit de l'aide au développement qu'elle octroie. « L'Europe devrait faire une déclaration de paix au monde », suggérait l'eurodéputé Alain Lamassoure, lorsque

l'UE s'efforçait de se doter d'une Constitution. Ensuite, l'exemplarité dont se targue l'Europe, fière de son modèle de développement, n'a pas porté ses fruits: en 2009, le sommet de Copenhague sur le réchauffement climatique, porté par les Européens, fut un échec.

Enfin, la politique étrangère a été renationalisée, comme en témoigne l'expédition franco-anglaise de Libye. La non-politique étrangère conduite par la Britannique Catherine Ashton n'est pas mentionnée par le comité Nobel.

La paix n'est pas durable sans l'Etat de droit, la démocratie et la prospérité. Ces dernières années, l'Europe a pris de plein fouet le lancement de l'euro et son élargissement. Sa paix intérieure est désormais menacée. Les attaques contre la démocratie et l'Etat de droit en Hongrie et en Roumanie sont plus graves que celles qui conduisirent au boycottage politique de l'Autriche par ses partenaires en l'an 2000. On pourra objecter que les crises seraient plus aiguës si ces pays n'étaient pas membres de l'Union.

Surtout, la crise de l'euro a don-

né le sentiment qu'une implosion européenne était inéluctable et que le modèle européen était caduc dans la mondialisation. La réaffirmation, tardive, de l'intégrité de la zone euro et la mise en place de mécanisme de solidarité confirment la volonté des Européens de sauver leur héritage. L'Union accomplit, sans que les peuples le réalisent vraiment, un saut intégrationniste.

Ainsi s'éloigne, provisoirement

au moins, le risque d'avoir une Europe livrée au jeu des puissances, comme elle le fut après le Congrès de Vienne de 1815. Reste à réconcilier les peuples avec l'UE, mission impossible tant que sévissent chômage et récession. Les Néerlandais n'ont pas cédé à la tentation eurosceptique aux élections générales de septembre. Le prix Nobel est un encouragement.

ARNAUD LEPARMENTIER

Thorbjorn Jagland, l'europhile influent du comité Nobel

L'ATTRIBUTION, vendredi 12 octobre, du prix Nobel de la paix 2012 à l'Union européenne (UE), a de quoi surprendre par le choix du moment, tant à l'échelle de l'histoire européenne qu'à celle de l'histoire norvégienne.

Cette récompense était notamment attendue pendant les années 1990, décennie qui a largement consacré les processus de réconciliation, à l'instar des Sud-Africains Nelson Mandela et Fredrik de Klerk en 1993 ou des Nord-Irlandais John Hume et David Trimble, en 1998. Mais, après le rejet par la Norvège du deuxième référendum sur l'adhésion à l'UE en 1994 (le premier remonte à 1972), la question était devenue trop sensible dans le pays.

« Beaucoup de grandes figures de la réconciliation européenne étaient mortes, ce qui n'a pas

offert la possibilité de récompenser l'une d'entre elles au nom de la réconciliation européenne », explique en outre Antoine Jacob, journaliste et auteur d'une *Histoire du prix Nobel* (Bourin éditeur, 264 pages, 22 euros).

Coullisses de l'attribution
Cet oubli du comité Nobel et sa réparation aujourd'hui éclairent aussi les coulisses de l'attribution du prix. « Les questions domestiques et intérieures, ainsi que les convictions personnelles des membres jouent dans ces décisions », analyse Antoine Jacob.

Président du comité depuis 2009, l'ancien premier ministre norvégien travailliste et actuel secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjorn Jagland, est perçu comme le principal instigateur de cette décision, après avoir

été celui de l'attribution du Nobel au président américain Barack Obama en 2009.

L'europhile Jagland pourrait avoir joué là son plus beau coup. Si certains des cinq membres du comité, désignés par les partis représentés au Parlement à Oslo, sont connus pour être pro-européens, M. Jagland a été élu par l'absence d'Agot Valle, membre nommée au sein du comité en 2009 par le Parti des socialistes de gauche, eurosceptique, pour lui faire contrepoids. Malade, elle a été remplacée au dernier moment par l'évêque d'Oslo, Gunnar Staalset.

« Si elle avait été là, elle aurait mis son veto à cette attribution », note Antoine Jacob. Les trois autres membres du comité Nobel, notamment la conservatrice Kaci Kullman, étaient davantage pro-euro-

peens. Geir Lundestad, le secrétaire du comité, bien qu'il ne vote pas, a certainement joué un rôle, ayant affirmé publiquement qu'il pensait que l'UE méritait le prix.

La décision devrait créer quelques remous dans le pays scandinave, réfractaire à l'idée européenne. Par deux fois, en 1972 et 1994, les Norvégiens se sont prononcés par référendum contre l'adhésion à l'Union européenne économique (CEE) puis à l'Union européenne (UE). Aujourd'hui, ils sont 80 % à se dire opposés à l'adhésion à l'Union européenne. Alors que les mentalités étaient moins eurosceptiques dans la Norvège des années 1970 et 1980, la crise de la dette a changé la donne. Vendredi, Oslo a félicité l'UE tout en rappelant qu'une adhésion « n'est pas d'actualité ».

HÉLÈNE SALLON

www.citroenselect.fr

REPRISES MINIMUM = AFFAIRES MAXIMUM

REPRISE 500€ TTC (1)

REPRISE 1000€ TTC (2)

Garantie 12 à 24 mois pièces et main d'œuvre³

CITROËN select
VEHICULES D'OCCASION

(1) (2) Offres réservées aux particuliers, dans la limite des stocks disponibles valables jusqu'au 31/10/2012 pour l'achat d'un des véhicules d'occasion Citroën dont la date de première mise en circulation n'excède pas 24 mois, en stock dans les points de vente Citroën Félix Faure listés ci-dessous. (3) Garantie contractuelle de 24 mois pour l'achat d'un véhicule immatriculé après le 01/12/2011 et garantie contractuelle de 12 mois pour l'achat d'un véhicule immatriculé avant le 01/12/2011. Selon autorisation.

CITROËN FÉLIX FAURE

PARIS 15	01 53 68 15 15	COGNIERES (78)	01 30 66 37 27
PARIS 14	01 45 89 47 47	LIMAY (78)	01 34 78 73 48
PARIS 19	01 44 52 79 79	CORBAS (69)	04 72 48 67 97
BEZONS (95)	01 39 61 05 42	VITROLLES (13)	04 42 78 77 37
THIAIS (94)	01 46 86 41 23		

www.citroenff.com

> SCANNEZ CE CODE POUR ACCÉDER À NOS OFFRES

PRIX NOBEL DE LA PAIX

Casse-tête protocolaire et politique :
qui pour représenter l'UE à Oslo ?

MM. Van Rompuy, Barroso et Schulz se disputent l'honneur de recevoir le prix Nobel de la paix

Qui se rendra à Oslo le 10 décembre pour recevoir le prix Nobel de la paix, décerné vendredi 12 octobre à l'Union européenne (UE) ? Qui récupérera la médaille ornée du profil d'Alfred Nobel et empochera les 930 000 euros de récompense ? Qui aura l'honneur d'endosser dans un discours à la tribune les quelque soixante ans d'histoire de la construction européenne ?

Si triviale qu'elle puisse paraître, la question pose celle de l'incarnation d'une entité qui possède certes une existence juridique propre, mais dont les tâtonnements institutionnels et le manque de représentativité démocratique font régulièrement l'objet de critiques.

Plusieurs institutions ont déjà été honorées par le passé, depuis l'Institut de droit international, en 1904, jusqu'au Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), en 2007. Médecins sans frontières (1999) ou les Nations unies (2001) ont aussi obtenu le prix. A chaque fois, une figure se détache, à la tribune, qui incarne l'organisation dans sa diversité et sa continuité.

A Bruxelles, deux noms sont avancés : Herman Van Rompuy, président du Conseil, et José Manuel Barroso, président de la Commission. Le premier a été élu par les Etats membres, en 2009, premier président permanent du Conseil européen - l'instance dans laquelle s'exprime la voix des Etats. Il est couramment qualifié de « président de l'Union européenne », un titre qui devait mettre fin au flou résumé par la boutade du secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger : « L'Europe, quel numéro de téléphone ? »

M. Barroso dirige, quant à lui, depuis 2004, la Commission euro-



Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, félicité par l'ambassadeur norvégien auprès de l'Union européenne, Atle Leikvoll, le 12 octobre, à Bruxelles. YVES HERMAN/REUTERS

peenne, autre branche de l'exécutif européen, responsable devant le Parlement et donc devant les citoyens.

« Pourquoi ne pas envoyer 27 enfants à Oslo pour recevoir le prix ? »

Cecilia Malmström
commissaire européenne
aux affaires intérieures

Interrogée à Bruxelles, Pia Ahrenkilde, porte-parole de la Commission, a répondu : « Les modalités ne sont pas fixées et n'ont pas encore été discutées. Elles le seront par les différentes institutions européennes. »

« Même réponse au Conseil, où l'on indique que « la question n'est pas de l'ordre du jour ».

Un troisième personnage cherche à se faire une place aux côtés de ce duo. Selon des journalistes bruxellois, Martin Schulz, président du Parlement européen, aurait fait part, en petit comité, de son intention de se rendre à Oslo « en tant que représentant du seul organe démocratiquement élu de l'Union ».

Son porte-parolat confirme : « La logique serait que les trois y aillent. Même s'il ne faut pas oublier que le prix est adressé aux citoyens de l'Union, qui sont représentés par le Parlement, et que les invitations sont du ressort du comité Nobel. »

En plus de refléter les hésitations d'une construction européenne inachevée, la compétition entre les trois institutions phares de l'UE, quoique symbolique, trouve aussi un écho dans les rôles respectifs de chacune dans la lutte contre la crise de la dette. Marginalisés par l'interventionnisme tous azimuts des Etats, et en premier lieu celui de l'Allemagne et de la France, la Commission et plus encore le Parlement entendent se rappeler au bon souvenir des Européens.

« Pourquoi ne pas envoyer 27 enfants à Oslo pour recevoir le prix ? », a proposé la commissaire aux affaires intérieures, Cecilia Malmström, dans un souci de pacification. ■

BENOÎT VITKINE

La lutte pour la survie de la zone euro met à mal
la cohésion des vingt-sept Etats membres de l'Union

La supervision des banques et un projet de budget pour la zone euro cristallisent les tensions

Bruxelles (Bureau européen)
Correspondant

Les dirigeants des Vingt-Sept vont avoir peu de temps pour savourer le prix Nobel de la paix, attribué vendredi 12 octobre à l'Union européenne (UE). Cette récompense « est un rayon de soleil dans un ciel européen assez sombre », a observé le patron de la commission, José Manuel Barroso, à l'unisson avec le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, tandis que chefs d'Etat et de gouvernement saluaient l'initiative du comité Nobel.

Le prix met du baume au cœur des dirigeants européens à moins d'une semaine d'un Conseil européen très incertain, les 18 et 19 octobre à Bruxelles. Moins aiguë depuis l'été, la crise des dettes souveraines met néanmoins à rude épreuve la cohésion de l'UE, sur fond de lutte de pouvoirs entre les dix-sept pays de la zone euro, désormais au cœur de la construction européenne, et leurs voisins.

Les tensions se sont multipliées entre les deux groupes ces dernières semaines, en prélude au Conseil européen, sur les deux sujets brûlants du moment : la supervision des établissements bancaires par la Banque centrale européenne, et la perspective d'un budget de la zone euro, différent de celui des Vingt-Sept.

Le Royaume-Uni profite de toutes les occasions pour s'éloigner du continent, quitte à compliquer le renforcement de l'union monétaire qu'il appelle de ses vœux

Quant aux Etats candidats à l'euro, ils craignent la mise en place d'une Europe à deux vitesses. Et cherchent, à la différence de Londres, à être associés aux initiatives prises dans la zone euro tout en retardant leur adoption de la monnaie unique.

Ce double mouvement s'est accéléré dans le cadre des tractations engagées depuis juin pour renforcer l'union monétaire. Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, a cherché vendredi, dans un prérapport rédigé avec les présidents des différentes institutions, à relancer des négociations qui patinent au sujet de la refondation de l'union monétaire entre ceux qui refusent la mutuali-

Seul David Cameron soutient le principe d'un budget de la zone euro, qui permettrait à Londres de réduire sa contribution

sation des dettes, comme Angela Merkel, et ceux qui se méfient d'un « Grand Soir » fédéral, comme François Hollande.

Aux yeux de M. Van Rompuy, il est temps, afin de sortir de l'impasse, de songer à la mise en place d'une « capacité budgétaire » de la zone euro. D'après le rapport, cet outil pourrait un jour être géré par un Trésor européen aux pouvoirs de contrôle intrusifs, et serait même en mesure d'emprun-

ter de l'argent sur les marchés. La perspective d'une émission commune de dettes à court terme ou d'un fonds de gestion du stock de dettes existant sont également évoqués.

Mais l'embryon d'un budget de l'euro donne des sueurs froides aux pays non membres de l'union monétaire. A court terme, ces derniers craignent que l'idée ne complique les négociations prévues en novembre pour arracher un compromis sur le budget des Vingt-Sept pour la période 2014-2020. Les pays d'Europe centrale redoutent surtout de perdre une partie des aides dont ils bénéficient, au profit des transferts entre les membres la zone euro.

Quant aux institutions communautaires - Commission et Parlement européens -, elles s'effraient d'être court-circuitées par d'éventuels nouveaux organes de pilotage de l'union monétaire. Seul David Cameron, le premier ministre britannique, soutient le principe d'un budget de la zone euro. Pour une raison simple : celui-ci permettrait au Royaume-Uni de réduire sa contribution aux finances communautaires.

Les travaux sont pourtant loin d'être consensuels au sein même de l'union monétaire. « Le budget de la zone euro n'est pas pour l'année prochaine », avance-t-on à Bruxelles. Au fond, deux conceptions s'affrontent, que M. Van Rompuy, et ses collègues cherchent à concilier. La première, plutôt défendue par la France, « pourrait être de faciliter les ajustements

aux chocs affectant certains pays », indique le rapport du président du Conseil européen. Dans cette perspective, le budget mobiliserait des sommes considérables, afin de servir de stabilisateur macroéconomique à l'union monétaire.

Plus modeste sur le plan financier, une autre option, soutenue par l'Allemagne, serait de « faciliter les réformes structurelles » au sein des pays de l'euro, en offrant des incitations financières aux pays s'engageant par contrat à améliorer leur compétitivité. Aucun chiffre n'est encore mentionné, mais ces transferts pourraient être de l'ordre de 20 milliards à 30 milliards d'euros par an dans un premier temps - soit un peu moins d'un tiers du budget actuel des Vingt-Sept.

Autre chantier sensible pour la cohésion de l'UE : la mise en place d'une supervision intégrée des banques, sous l'égide de la Banque centrale européenne. Le Royaume-Uni voit une condition indispensable à la sortie de l'union monétaire. Mais refuse un tel transfert de souveraineté vers Francfort.

Les pays candidats à l'euro, dont la plupart des banques sont contrôlées par la « Vieille Europe », demandent au contraire d'être associés de près à l'exercice. Ils exigent cependant de disposer, au sein de la BCE, de pouvoirs de décision similaires à ceux des pays de l'euro. Une innovation qui promet de longues discussions entre les Vingt-Sept lors du prochain Conseil européen. ■

PHILIPPE RICARD

Les Litvaniens
se prononcent sur le
retour du nucléaire

Objet d'un référendum, le dossier de l'énergie a dominé la campagne pour les législatives

Stockholm
Correspondance

Les Litvaniens appelés à voter, dimanche 14 octobre, pour le premier tour des élections législatives devront également donner leur avis sur la construction d'une nouvelle centrale nucléaire lors d'un référendum consultatif qui a fait de l'énergie l'un des principaux thèmes de la campagne électorale. La question est très sensible dans ce pays qui était il n'y a pas si longtemps encore l'un des pays au monde, avec la France, les plus dépendants de l'énergie nucléaire.

Les deux réacteurs de sa centrale d'Ignalina, au nord de Vilnius, étaient toutefois de type RBMK, la même famille que ceux de Tchernobyl. Pour être autorisée à accéder à l'UE, la Lituanie avait dû promettre de stopper ses réacteurs, ce qui a été fait en 2004 puis 2009.

Aujourd'hui, le pays achète 60% de son électricité et 80% de toute son énergie. Le prix élevé de cette énergie a été l'un des sujets brûlants de la campagne et l'une des raisons pour lesquelles la Lituanie devrait connaître l'alternance à l'issue du second tour fin octobre et voir le retour de la gauche au pouvoir. En début de semaine, l'Association lituanienne du chauffage urbain a publié un rapport annonçant que, l'hiver à venir, la facture de chauffage serait sans doute la plus élevée de l'histoire du pays.

Tarif politique du gaz

Le ministre des affaires étrangères, Audronius Azubalis, a rappelé le 10 octobre que la Lituanie, vingt-deux ans après la restauration de son indépendance, n'était toujours pas capable de choisir librement ses importateurs de pétrole, de gaz et d'électricité. De son côté, la présidente Dalia Grybauskaitė a estimé que la Lituanie était forcée de payer son gaz naturel russe à un tarif non pas commercial mais politique. Début octobre, la Lituanie a même lancé auprès de la



Cour d'arbitrage de Stockholm une procédure contre Gazprom, son unique fournisseur de gaz, accusant le producteur russe d'abuser de sa position dominante, demandant 1,4 milliard d'euros de dommages et intérêts.

Le débat sur lequel plane l'ombre de Moscou, toujours soupçonné de vouloir exercer son influence, n'est pas simple, comme le constate Greenpeace. « Quoique critique l'énergie nucléaire est en gros accusé d'être un agent au service de la Russie », regrette l'organisation qui estime que les trois pays baltes peuvent se passer du nucléaire et de l'influence russe en misant sur les économies d'énergie, les énergies renouvelables et la connexion au réseau nordique, comme il en est question de longue date pour des câbles sous-marins entre l'Estonie et la Finlande d'un côté et entre la Lituanie et la Suède de l'autre. Plusieurs manifestations antinucléaire ont été organisées et l'opinion est bien moins pronucléaire qu'elle ne l'a été, autant à cause du coût que de la sécurité.

Reste que le projet de construction d'une nouvelle centrale, s'il n'est pas encore décidé, est déjà bien engagé depuis la première annonce en 2006. La Lituanie est associée à la Lettonie et à l'Estonie avec le concours du japonais Hitachi, investisseur stratégique retenu avec sa technologie de réacteur ABWR à eau bouillante. ■

OLIVIER TRUC

Egypte

Violents affrontements place Tahrir



LE CAIRE. Une centaine de personnes ont été blessées (photo), vendredi 12 octobre, dans des heurts entre partisans et adversaires du président Mohamed Morsi qui manifestaient séparément place Tahrir au Caire, sur fond de bras de fer entre l'exécutif et la justice. Les manifestants des deux camps se sont jetés des pierres et des cocktails Molotov, faisant au moins 110 blessés selon le ministère de la santé. Il s'agit des incidents les plus violents depuis l'élection du président Morsi, en juin.

A l'appel des Frères musulmans, la confrérie dont est issu M. Morsi, des centaines de personnes ont protesté contre l'acquiescement, mercredi, de figures de l'ancien régime, accusées d'avoir envoyé des hommes de main à dos de chameau pour attaquer les manifestants place Tahrir pendant la révolte qui a provoqué la chute de Hosni Moubarak, début 2011. La seconde manifestation avait été convoquée par des militants laïques pour réclamer la formation d'une nouvelle commission constituante, l'actuelle étant dominée par les Frères musulmans. - (AFP) ■ PHOTO: K. DESOUKI/AFP

Religion Décès du patriarche arménien de Jérusalem

JÉRUSALEM. Le patriarche arménien apostolique (orthodoxe) de Jérusalem, sa Béatitude Torkom II Manoogian, un des cinq custodes des lieux saints, est décédé vendredi 12 octobre à l'âge de 93 ans. Elu 96^e patriarche arménien de Jérusalem en 1990, il dirigeait les communautés arméniennes orthodoxes d'Israël, des territoires palestiniens et de Jordanie. - (AFP)